

Sylvain Pattieu

Historien, Université Paris VIII

L'illusion immunitaire, ou le fascisme est-il soluble dans la démocratie libérale?

La montée de l'extrême droite en Europe est relativisée à tort par ceux pour qui cinquante ans de démocratie libérale ont prémuni contre des phénomènes similaires aux années 1930. Tout aussi illusoire est la tentation de dégager, selon une conception naturaliste de l'histoire, des mécanismes invariables d'accession au pouvoir des fascistes, pour conclure que les conditions objectives ne sont pas réunies. Il s'agit de penser à nouveaux frais l'implantation de partis comme le FN en France depuis vingt ans : ne pas sous-estimer le danger pour réfléchir aux caractéristiques d'un fascisme du XXI^e siècle.

L'historien antique Plutarque décrit dans *La Vie de Timoléon*, général corinthien qui a chassé les tyrans de Sicile par son expédition de 346 avant J.-C., le sort réservé à Denys le jeune de Syracuse, exilé à Corinthe après sa défaite contre Timoléon : « Un homme qui peu auparavant était tyran de Sicile, passait désormais son temps à Corinthe sur le marché aux viandes ; il allait s'asseoir dans les boutiques de parfumeur, buvait du vin frelaté dans des cabarets, se querellait en public avec des filles qui faisaient commerce de leur beauté, donnait des leçons de chant à des musiciennes et engageait avec elles des discussions passionnées à propos de théâtre et d'harmonie musicale¹ ». Le destin du tyran de Syracuse, rejoint bientôt par Leptinès, tyran d'Apollonie, est exemplaire parce que Timoléon juge qu'il « était beau que les Grecs pussent voir dans la métropole les tyrans de Sicile connaître l'humble condition des exilés² ». Après cinquante ans de démocratie libérale en Europe « occidentale », les militants et dirigeants d'extrême droite seraient, à en croire de nombreux commentateurs politiques, semblables aux tyrans de Sicile, exilés en régime démocratique et de ce fait rendus inoffensifs.

Les événements de l'entre-deux-guerres en Europe sont considérés comme une parenthèse désastreuse mais éphémère, vouée à ne jamais se reproduire. Si cette optique qui pare les démocraties libérales des vertus d'antidote à l'extrême-

misme de droite n'est pas la nôtre, l'objet de cette introduction n'est pas de prédire une reproduction à l'identique des années 1930. Il faut éviter le danger de naturalisation de l'histoire, la tentation déterministe qui proclame des lois absolues, où comme dans les sciences physiques les mêmes causes produiraient les mêmes effets. Les situations historiques ne peuvent se réduire à des modèles reproductibles à l'identique, et « l'histoire ne repasse pas les plats ». Cependant le choc du 21 avril 2002, la présence de Le Pen au deuxième tour des présidentielles, et plus largement les succès électoraux de partis d'extrême droite dans de nombreux pays européens, jusqu'à leur participation à des gouvernements, peut amener à de légitimes inquiétudes. Ces inquiétudes sont vite relativisées par les tenants des thèses « immunitaires », notamment S. Berstein ou R. Rémond, pour qui la France est préservée, par sa culture politique, de toute tentation fasciste. Si Z. Sternhell³ a pu démontrer en quoi leur théorie, sur le plan de l'histoire des idées (Sternhell lui-même a été contesté parce qu'il s'en tient à ce terrain), était erronée, et reposait sur des présupposés non fondés, M. Dobry critique les « immunitaires⁴ » parce qu'ils observent et analysent les crises et processus à partir de leur issue. Ainsi, tout comme les événements de février 1934 ont pu être minorés du fait de l'issue de la crise, la constitution du cabinet Doumergue et le maintien de la III^e République, la réélection de Chirac avec plus de 82 % des suffrages exprimés, les manifestations de l'entre-deux-tours, peuvent être vues comme une confirmation de l'adhésion à la République, et renvoyer la présence de Le Pen au deuxième tour à une simple poussée de « fièvre hexagonale ». De même, l'échec (apparent) du FPÖ en Autriche, la déconfiture récente de la liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas, et l'entrée dans le gouvernement Berlusconi d'une Alliance nationale « assagie », peuvent conduire les plus optimistes à décréter les démocraties européennes immunisées, vaccinées contre le « danger fasciste », l'extrême droite absorbée et neutralisée par une droite qui même « dure » reste démocratique. La « conversion » à la démocratie constitue dans ce cas, sur le modèle de l'Italie, l'issue la plus favorable.

Les « nouveaux immunitaires »

Nous ne partageons pas la vision de ceux qu'on pourrait appeler de « nouveaux immunitaires ». Cette immunité supposée, à court ou à long terme, de l'Europe libérale à la menace de l'extrême droite, est partagée par deux sortes de « nouveaux immunitaires ». D'un côté, les zéloteurs béats de la démocratie libérale qui, sans parler forcément de « fin de l'histoire », n'envisagent pas la possibilité que le système politique actuel soit durablement déstabilisé. De l'autre, les adeptes acritiques d'un matérialisme historique déterministe, qui « naturalisent » le fonctionnement de l'histoire, se basent sur les modèles du passé et les prétendues « conditions objectives » pour renvoyer aux « calen-

des grecques » le « danger fasciste ». Si les présupposés idéologiques sont différents, on peut voir dans ces conceptions une posture commune, consistant à minimiser l'importance du FN en France, de l'extrême droite en Europe, une volonté de rabattre l'analyse sur les repères traditionnels de la vie politique, ou sur des situations historiques passées.

Or il semble que la situation actuelle défie les modèles et précédents historiques, surtout en France. L'implantation depuis plus de vingt ans d'un parti d'extrême droite est une situation inédite, qui nécessite de remettre en question les outils théoriques et les analyses traditionnelles. Le titre de ce numéro de *Contretemps*, « Déconstruire l'extrême droite », s'inspire de cette volonté. L'ascension et la prise du pouvoir des partis fascistes ou nazis ont été rapides, tandis que la progression du FN a été plus lente, et néanmoins durable. L'implantation du FN a conduit à l'autonomisation d'une zone particulière de l'espace politique. Quelle qu'ait été l'issue des élections présidentielles, un seuil nouveau a été franchi avec l'accès au deuxième tour de Le Pen.

Pourtant le FN n'est pas un parti de masse, contrairement aux partis des années 1920-1930. La situation diffère aussi du fait de l'absence de violences de masse (même si des militants ont été coupables d'actes de violence, qui restent cependant limités : crimes racistes, comme celui d'Ibrahim Ali en 1997 à Marseille, attaque d'un piquet de grève de routiers à Vitrolles...) : la violence politique reste même en deçà des années 1960 ou 1970, les militants du FN ne constituent pas des bandes armées, et l'on ne peut pas comparer le DPS, service d'ordre musclé et parfois paramilitaire du FN, aux SA. Ces différences avec l'entre-deux-guerres peuvent conduire à minorer le danger du FN. La constatation de telles différences, plutôt qu'à un optimisme béat, plutôt qu'à la dénonciation des manœuvres médiatiques et politiques, réelles, d'instrumentalisation du FN afin de dénoncer en bloc les « extrémismes », devrait conduire à réfléchir aux formes nouvelles de constitution et de nuisance de l'extrême droite, à l'appréhension de la situation historique dans ce qu'elle a de neuf.

Extrême droite et adaptation à la rhétorique démocratique

Il est nécessaire ainsi de combattre la thèse de la virginité retrouvée de la nouvelle extrême droite à l'italienne. Sous une intégration supposée aux vertus de la démocratie libérale, sachons déceler ce que décrit M. Dobry concernant les Ligues des années 1930 en France, surtout les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, qui se transforment suite à leur interdiction en 1936 en Parti social français : les capacités manœuvrières, la maximisation du profit politique obtenue en sachant agir en dehors, mais aussi à l'intérieur de l'arène politique légitime. Il en est ainsi pour le FN, notamment par l'usage d'un discours politique compris à plusieurs niveaux, et qui laisse place au sous-entendu.

L'acceptation formelle des règles de la démocratie libérale peut s'expliquer par la nécessité de participer à cette arène politique légitime. Il faut envisager la capacité de reformulation et de réappropriation du discours politique dominant par l'extrême droite, ne pas négliger sa capacité d'invention ou de réinvention d'un « fascisme du XXI^e siècle ». Les idéologues de la Nouvelle Droite ont pu s'approprier, en la dénaturant, la rhétorique de l'antiracisme des années 1980 sur le « droit à la différence », pour dénoncer le « mythe égalitaire ». Les différences culturelles sont naturalisées pour justifier une organisation hiérarchisée de la société, ainsi qu'un rejet d'un métissage ou de l'immigration. De même, le discours antisexiste est récupéré en « reconnaissance des genres », et « l'universel féminin » opposé aux féministes.

Le flou idéologique des programmes d'extrême droite ne doit pas aboutir à des conclusions abusives sur leur innocuité : la nécessité de satisfaire une clientèle, un électoralat disparate, de contenter les courants du FN, mais aussi de répondre aux considérations stratégiques du moment, conduit à des changements du discours, à la coexistence d'éléments contradictoires, ce qui n'est d'ailleurs pas l'apanage des formations d'extrême droite. Les ligues des années 1930 en France ont été souvent considérées comme inoffensives de par leur prétendue « marginalité » ou leur « manque de sérieux » : se fonder sur de telles appréciations pour qualifier un mouvement politique revient à ne considérer sa dangerosité qu'en cas de prise du pouvoir, bref à juger d'un processus en fonction de son issue.

En ce qui concerne l'extrême droite très contemporaine, il semble qu'on ne peut analyser sa place en Europe sans examiner sa capacité d'influence sur les démocraties. Les bases de leur consensus politique ont été modifiées sous l'influence de l'extrême droite, particulièrement en France après vingt ans d'implantation du FN. Les penseurs de la Nouvelle Droite, qui, n'hésitant pas à citer Gramsci, affirmaient leur volonté de gagner la « bataille des idées », le combat culturel, avant d'envisager la prise du pouvoir politique, ont réussi à imposer certains de leurs thèmes.

Michel Dobry parle du « constant brouillage des frontières et des identités collectives » entretenu par les non-conformistes des années 1930. Le brouillage actuel des frontières et des identités collectives n'est pas dû uniquement à l'extrême droite, mais participe d'une remise en cause du consensus libéral et démocratique. Rappelons en outre les effets de la chute des régimes dits « communistes », la conversion d'une grande partie de la gauche européenne au social-libéralisme depuis le début des années 1980, le déclin du mouvement ouvrier et des sociabilités militantes traditionnelles, la fin décrétée des grandes utopies. Plus récemment, le fait que 2/3 des électeurs en 2002 ne voyaient pas de différence entre Chirac et Jospin, ou le discours « ni droite ni gauche » et le

repli sur la nation des souverainistes, témoignent et contribuent à ce brouillage des repères idéologiques. Ce brouillage permet à Le Pen de jouer sur l'oxymore et de se proclamer « économiquement de droite, socialement de gauche ».

C'est de deux manières que le consensus démocratique a été atteint, en France, par l'existence du FN : par certaines mesures prises au nom de la lutte contre le FN, et par la pénétration de son discours. En France, le « cordon sanitaire » maintenu autour du FN, en partie grâce à l'existence du mouvement antifasciste, notamment Ras L'Front, qui a su organiser des manifestations lors de chaque apparition du FN, ne lui a pas permis d'investir totalement l'arène politique légitime, et a limité la possibilité d'accords avec la droite. Mais le corollaire de ce cantonnement hors du champ politique légitime est qu'il a permis de justifier des atteintes à la démocratie, sur lesquelles ne manquent pas d'insister les dirigeants FN. Les principes de représentativité sont ainsi bafoués, l'abandon de la proportionnelle justifié par la sauvegarde de la démocratie. La notion de « populisme » permet de disqualifier certaines organisations, de dénoncer la montée des « extrêmes », et de stigmatiser l'électorat populaire qui vote « mal » ou s'abstient. Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, dénonce ainsi dans son éditorial du 17 juin 2002 une « abstention délibérée, politique qu'il faut mettre en relation avec le nombre de ceux qui se sont reconnus dans les partis extrêmes et les petits partis, dont le point commun est la méconnaissance des données réelles du monde moderne ». Par « données réelles du monde moderne », il faut entendre présumés libéraux : on peut douter de l'efficacité de cet anti-lepénisme moralisant.

Le FN, en tant que parti, reste exclu de l'arène politique légitime, ce qui n'est pas le cas, loin de là, de son discours. L'autonomisation du FN en tant que zone particulière de l'espace politique lui a permis, malgré une marginalisation, de polariser une grande partie de l'échiquier politique. Ainsi la concurrence à droite se fait en partie sur les thématiques du FN, et c'est même le cas, dans une certaine mesure, à gauche. Le thème de l'immigration, ou celui de la sécurité ont été des enjeux importants des dernières élections, avec des approches très répressives⁵. Cette « lepénisation des esprits » se marque jusque dans le vocabulaire, quand Sarkozy, encensé par les médias après avoir « tenu tête » à Le Pen lors d'un débat télé, reprend le terme de « droits-de-l'hommes » pour stigmatiser ses opposants. Le vote, à l'unanimité de la droite et de la gauche à l'Assemblée, d'un texte visant à sanctionner sévèrement l'outrage à *La Marseillaise* ou au drapeau, en est un autre exemple. Il est difficile de mesurer si les politiques sécuritaires et répressives peuvent couper l'herbe sous le pied du FN, ou contribuer encore à faire son lit. Elles légitiment cependant son discours.

D'autant que cette imprégnation ne doit pas se mesurer seulement au niveau des élites politiques, mais à celui de l'ensemble de la population. Il serait inté-

ressant de mesurer jusqu'où le FN a permis de légitimer l'expression de tentatives racistes ou d'aspirations autoritaires dans toutes les couches de la société, jusqu'à quel point il a contribué à crispier les relations entre « communautés », entre populations immigrées ou d'origine étrangère et populations dites « françaises ». Il serait nécessaire d'analyser l'ancrage local du FN, de l'établissement de stratégies de notables, comme Simonpiéri à Marignane. Enfin, il faudrait pouvoir juger en quoi la présence du FN a permis de relever le seuil de ce qui est acceptable dans une démocratie, notamment en ce qui concerne la répression, ou le sort réservé aux populations immigrées.

Reste à examiner quelles bases sociales ont permis à l'extrême droite de se développer. Prenons garde à la tentation d'une vision trop instrumentale développée par une certaine tradition marxiste. Selon cette conception⁶, les partis fascistes constituent un dernier recours pour la bourgeoisie (considérée comme une classe homogène, ce qu'elle n'est pas forcément), afin de maintenir l'ordre dans des situations économiques et sociales troublées, de rétablir une conjoncture favorable au fonctionnement du capitalisme, et de détruire le mouvement ouvrier. Il est nécessaire de complexifier cette approche, de ne pas réduire le fascisme à une manipulation de la droite ou du patronat, ou au seul moment de la prise du pouvoir, de ne pas en faire un modèle rigide de fascisme « authentique », et de reconnaître la difficulté de donner une définition qui vaudrait de tous temps et en tout lieu. Si les divers mouvements fascistes ou néofascistes ont en commun la défense de hiérarchies sociales naturalisées, le fait de répondre à une crise sociale, économique et morale (ce qui peut correspondre à d'autres mouvements), il est trop réducteur d'en faire l'instrument de « la » bourgeoisie dans une situation de crise, car ce serait nier l'autonomie symbolique et stratégique de cette zone du champ politique, méconnaître qu'il existe des bourgeoisies, dont les intérêts économiques, les représentations symboliques et idéologiques varient.

La progression du FN, et celle de l'extrême droite européenne, s'organise dans un contexte différent de celui des années 1920 et 1930, malgré des similitudes. Si le chômage, la précarité sont un point de comparaison indéniable, la mobilisation des masses en politique n'est pas la même : les nouvelles bases sociales sur lesquelles s'appuie le FN votent pour ce parti mais ne s'y organisent pas. D'autre part, le contexte de l'Europe, de la mondialisation, constituent des éléments nouveaux, tandis que le traumatisme de la « brutalisation des sociétés » suite à la guerre de 1914-1918⁷, n'est plus d'actualité dans une Europe occidentale qui n'a pas connu la guerre sur son territoire depuis 1945. Il s'agit d'examiner maintenant ces éléments nouveaux du contexte, les espaces ouverts pour renouveler et adapter le projet fasciste.

Quel fascisme pour le XXI^e siècle ?

Le rapport de l'extrême droite au projet de construction européenne contredit ceux pour qui ces mouvements sont la marque de survivances archaïques ne pouvant subsister dans le cadre de l'Europe, ainsi que ceux pour qui les « conditions objectives » de cette construction rendent obsolète le soutien de fractions significatives des bourgeoisies européennes à de tels mouvements. La tradition anti-Lumières, la xénophobie, le nationalisme et l'antimarxisme de l'extrême droite peuvent se ressourcer dans un nouveau nationalisme européen, dans l'affirmation de la civilisation européenne. La volonté de construire l'Europe libérale comme un espace fermé, une Europe-forteresse (accords de Schengen), ainsi que l'affirmation de la nécessité de cette construction pour offrir un contrepoids à l'hégémonie étatsunienne, dans le cadre d'une concurrence économique mondiale exacerbée par la mondialisation, ne sont pas contradictoires avec les « valeurs » de l'extrême droite. Déconstruire l'extrême droite, c'est ne pas se contenter de l'*a priori* selon lequel tout projet européen est incompatible avec son nationalisme exacerbé. Il ne faut pas se laisser abuser par le discours de dénonciation de l'Europe, même s'il est indéniable que les partis d'extrême droite doivent une partie de leurs succès au rejet de la construction européenne actuelle. C'est de manière contradictoire, des contradictions caractéristiques des formations d'extrême droite, que se mêlent projet européen et thématiques antieuropéennes. Rappelons néanmoins que l'idée européenne est présente depuis longtemps à l'extrême droite. P. Milza, dans un ouvrage récent⁸, consacre des développements intéressants à l'extrême droite et l'Europe. Déjà durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe des collaborationnistes, engagés pour une Europe hitlérienne, volontaires de la Waffen SS et combattants sur le front de l'Est contre le bolchevisme, a constitué un projet concret d'Europe brune⁹.

Si l'échec du III^e Reich sonne le glas des espoirs collaborationnistes, le projet européen reste un élément important de l'extrême droite depuis cinquante ans. Dans plusieurs pays, les formations d'extrême droite font référence à un projet européen¹⁰. Ce projet est théorisé en France par la Nouvelle Droite, laboratoire de théories pour l'extrême droite française et européenne, et pour une partie de la droite, dont la volonté affirmée est de renouveler l'idéologie. Elle prône le retour aux valeurs antimatérialistes de l'Europe païenne avant la conversion au judéo-christianisme, substitue l'Europe à la nation au cœur de la doctrine et du projet¹¹. Pierre Milza, citant le manifeste *La Nouvelle Droite de l'an 2000*, publié par A. de Benoist et C. Champetier, dégage les caractéristiques de cette Europe, soucieuse de restreindre l'immigration et le métissage, ni « technocratique » ni « bureaucratique », ni un espace de libre-échange, mais une Europe réorganisée « de la base au sommet, les États exis-

tants se fédéralisant à l'intérieur pour mieux se fédérer à l'extérieur, dans une pluralité de statuts particuliers tempérés par un statut commun ».

Sur la question de la mondialisation aussi, la position de l'extrême droite est ambiguë, puisqu'elle joue sans vergogne sur les peurs, dont certaines sont justifiées, liées à ce phénomène. Lors du Forum social européen de Florence, les affiches d'un parti d'extrême droite italien accueillent pourtant les participants par un slogan *No global? No grazie!* (« Les militants antimondialisation? Non merci! »). Le mouvement altermondialisation s'est construit sur des bases opposées à l'extrême droite: la solidarité internationale, l'abolition de la dette, la libre circulation des personnes. Elle peut néanmoins tenter de récupérer à son profit certaines des thématiques du mouvement: l'anti-impérialisme peut se transformer en antiaméricanisme, la critique du pouvoir des multinationales et des mouvements incontrôlés de capitaux en repli nationaliste ou en célébration de la Troisième force européenne, la défense des cultures mondiales en naturalisation des différences et en opposition au métissage, et l'antisionisme en antisémitisme¹². Lors du procès de J. Bové à Millau en 2000, des militants de Jeune Résistance, mouvement issu du GUD, ont tenté de s'introduire dans la manifestation de soutien. Plus récemment, les débats internes au FN suite au 11 septembre 2001 sont révélateurs d'ambiguïtés, puisque les débats ont été vigoureux entre ceux qui souhaitaient condamner les attentats et la « menace islamique » et ceux qui se réjouissaient du coup porté aux USA. Alignement sur l'atlantisme étatsunien, exaltation d'un nationalisme européen, renforcement du sentiment antimusulman, sont autant d'options que les développements de la mondialisation capitaliste offrent à l'extrême droite. Il est important dès lors pour qui, comme *Contretemps*, construit ou soutient le mouvement altermondialisation, de rester très vigilant sur les thématiques et les postures adoptées, de refuser tout brouillage des repères idéologiques. D'autant que les mouvements d'extrême droite, s'ils peuvent dénoncer verbalement, sur des bases racistes ou nationalistes, la mondialisation libérale, sont prompts aussi à se ranger sur le *No global? No grazie!* et à participer comme en Italie à la répression du mouvement conduite par Berlusconi.

Michael Löwy a intitulé *Avertissement d'incendie* un essai sur les « Thèses sur le concept d'histoire » de W. Benjamin¹³. Notre objectif est d'analyser, confronter, mais aussi de servir autant que possible d'« avertisseur d'incendie », parce que comme l'écrit M. Löwy « l'avertisseur d'incendie de Walter Benjamin garde une étonnante actualité: la catastrophe est possible – sinon probable – à moins que... ». Passé le choc et les manifestations post 21 avril, on peut noter le retour aux repères habituels de la politique. Une jeunesse qu'on disait désintéressée de la politique a su se mobiliser quand les repères ont paru bousculés et menacés, mais le deuxième tour passé l'effervescence est retombée. Or la situation

sociale, économique et morale semble peu modifiée. Prenons garde à ce que le prochain réveil ne soit pas aussi brutal, et à nous de déterminer quelles peuvent être les conditions du « à moins que » de Benjamin.

- 1 Plutarque, *La Vie de Timoléon*, XIV, 3.
- 2 *Ibid.*, (XXIV, 2).
- 3 Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, Bruxelles, Complexe, 1984.
- 4 Michel Dobry, « Février 34 et la découverte de l'allergie de la société française à la "Révolution française" », *Revue française de sociologie*, XXX, 1989.
- 5 On peut renvoyer au très intéressant ouvrage suivant : Pierre Tévanian, Sylvie Tissot, *Mots à maux – Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Paris, Dagorno, 1998.
- 6 Résumée par exemple par Ernest Mandel, « La théorie du fascisme chez Trotsky », introduction à Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme ? (Écrits sur l'Allemagne 1930-1933)*, Paris, Éditions de la Passion, 1993 (1^{re} édition 1973).
- 7 George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.
- 8 Discutable par certains aspects, notamment quand il compare Pierre Poujade à José Bové, et dans ses conclusions, ce livre est intéressant pour sa description exhaustive des mouvements d'extrême droite en Europe depuis 1945 : Pierre Milza, *L'Europe en chemise noire, Les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2002.
- 9 Ce projet s'appuie sur le Reich hitlérien mais aussi sur des références à Charlemagne, ou au Saint Empire romain germanique.
- 10 C'est le cas d'Ordine Nuovo de Pino Rauti au début des années 1960, qui exalte l'Europe hitlérienne, et exprime le souci de dépasser le cadre national, mais aussi à la même époque du mouvement Jeune Europe en Belgique. Dans le même temps, Oswald Mosley en Grande-Bretagne, fondateur dans les années 1930 de la British Union of Fascists (BUF), tente de créer lors d'un congrès à Venise un parti national européen, et rêve d'une Europe « troisième force » opposée aux États-Unis et à l'Union soviétique, dotée d'un gouvernement et débarrassée de la « dictature des monopoles capitalistes » et des syndicats.
- 11 P. Milza cite cet extrait révélateur de la revue *Europe-Action* de Dominique Venner (fondée en 1963), qui défend un « nationalisme européen » fondé sur l'« héritage occidental » contre un nationalisme français dépassé : « L'Europe est un cœur dont le sang bat à Johannesburg et à Québec, à Sydney et à Budapest, à bord des blanches caravelles et des vaisseaux spatiaux, sur toutes les mers et dans tous les déserts du monde. » Cette revue fournit les bases théoriques de la Nouvelle Droite, qui se constitue autour d'Alain de Benoist et du GRECE (Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne) en 1968.
- 12 Étant entendu que les allégations de R. Cukierman, président du CRIF, sur une supposée coalition rouge-vert-brun sont mensongères et diffamatoires, de même que les élucubrations de Taguieff et consorts sur « le nouvel antisémitisme ».
- 13 Michael Löwy, *Walter Benjamin : avertissement d'incendie, Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »*, Paris, PUF, 2001.

Définitions et délimitations

Annie Collovald

Politiste, Université Paris X

Le populisme : la catégorie de toutes les illusions mal fondées

Censée inscrire le FN dans une filiation politique (celle du boulangisme et du poujadisme), l'étiquette de « populiste » accolée au parti de J.-M. Le Pen pose de nombreuses difficultés : celle de postuler une toute-puissance des idées développées par un leader « charismatique », celle de l'incompétence politique des classes populaires ou encore celle d'un vote guidé par la frustration. Toutes concourent à une disqualification politique du « populaire » et sont solidaires d'une conception normative de la démocratie.

Les élections présidentielles de 2002 en ont témoigné : le « populisme » occupe désormais une place prédominante dans les commentaires politiques pour désigner des phénomènes qui, à l'instar du FN, étaient jusqu'alors pensés comme relevant de l'extrême droite. Lancée par le philosophe politique Pierre-André Taguieff qui la réimportait des actuels débats américains sur la « nouvelle droite », la notion a été reprise d'abord par les historiens du « temps présent » dans sa première acception « national-populiste ». Celle-ci leur a permis de reconstruire une nouvelle filiation de droite dans laquelle le boulangisme et le poujadisme devenaient les précurseurs du FN. La mise en relation, par-delà les différences de contexte historique et de structuration sociale, de tels précédents ayant « raté » une inscription durable dans le jeu politique, venait certifier la conclusion dont ils ont fait leur marque professionnelle : l'inexistence de fascisme en France¹. Qu'à partir des années 1990, le terme de « populisme » se substitue à celui de « national-populisme » n'est pas sans effets. Fonctionnant comme une injure politique tout en prétendant au statut de catégorie d'analyse, le mot, dans les usages journalistiques ou savants qui en sont faits, mêle étroitement jugements en indignité et constats empiriques et renforce, en les systématisant, toute une série de présupposés non explicités.

Le « populisme » paraît certes pouvoir décrire un phénomène politique qui bouscule le clivage droite/gauche en empruntant à l'une et à l'autre de leurs traditions politiques tout en leur donnant une expression qui leur est étrangère : « solution autoritaire » *via* le pouvoir d'un leader et l'appel au « peuple », le tout